



LE PROCESSUS DE PAIX D'OSLO

# Un marché de dupes

**On a pris l'habitude de voir dans la crise actuelle au Proche-Orient le résultat de l'arrêt du processus de paix entamé par les accords d'Oslo. Tous les efforts de résolution de cette crise vont donc dans le sens d'une remise en marche de ces pourparlers de paix. Or ce que l'auteur de l'article ci-contre s'efforce de montrer, c'est que les terribles événements qui se déroulent actuellement au Proche-Orient seraient justement la conséquence logique de ce pseudo-processus de paix qui aurait été condamné à l'échec dès le début.**

Au lieu d'apporter la solution, Oslo est devenu le problème. Le ver était dans le fruit dès le départ, comme n'a cessé de le répéter Edward W. Said dans les innombrables articles qu'il a consacrés à la question des accords d'Oslo, mais on n'a pas voulu entendre ses cris de Cassandra: Il est vrai que depuis les accords d'Oslo un carrousel diplomatique incessant s'est mis en route, visant à nous obnubiler en faisant croire à des avancées et des succès, malgré quelque revers regrettables.

## Une tactique dilatoire

Cette mise en scène diplomatique a réussi à donner une bonne impression dans les médias internationaux, mais en fait elle cachait une stratégie de négociations à vide cherchant à tromper la communauté internationale par un optimisme de surface consciemment distillé par les responsables politiques, alors que dans les territoires occupés se poursuivaient plus que jamais répression et colonisation et que le niveau et la qualité de vie des Palestiniens ne cessaient de se détériorer. Or, pour qui voulait savoir, les signes sur le terrain étaient évidents.

Il n'y avait qu'à lire les reportages d'observateurs critiques dans les territoires occupés, tel le récit émouvant de la journaliste israélienne Amira Hass 'Boire la mer à Gaza'. Elle a voulu savoir par elle-même et a été vivre à Gaza et en Cisjordanie pour partager le quotidien de la population palestinienne après Oslo, car, écrit-elle, "J'ai toujours pensé que l'histoire est plus la chronique de la vie des gens que celle des régimes et de leurs rites". Ce qu'elle décrit éclaire de façon singulière et poignante les drames que la région vit actuellement. Son constat est sans faille: depuis le début du

processus de paix et malgré les espoirs qu'il a soulevés parmi la population palestinienne dans les territoires occupés, leur situation sur le plan économique et matériel n'a cessé d'empirer. Finalement le masque est tombé, les accords d'Oslo apparaissent comme ce qu'ils étaient dès le début, une immense supercherie montée par les Israéliens en accord avec les Américains, en complicité aussi avec la classe dirigeante palestinienne.

## La loi du plus fort

Le processus engagé à Oslo ne pouvait déboucher sur une paix juste et équitable, parce qu'on a voulu ignorer l'asymétrie fondamentale entre les Palestiniens (les occupés) et les Israéliens (les occupants), ces derniers pouvant compter sur le soutien sans faille des Américains qui devenaient ainsi à la fois juge et partie. Washington a manipulé et contraint les Palestiniens à accepter les exigences israéliennes, étape par étape, tirant profit de la servilité à leur égard des leaders palestiniens qui s'en remettaient complètement aux Américains: "(For) us friendship with America is everything. Without it we are nothing." (un des négociateurs palestiniens à Camp David, cité par le quotidien britannique 'Guardian'). Or Israël a de façon délibérée accentué cette asymétrie, en engageant le processus de paix peu après la guerre du Golfe et l'écroulement du bloc de l'Est, alors que l'OLP connaît la banqueroute et est au bord de l'effondrement et qu'Arafat est au plus bas de son prestige en raison de son soutien au régime de Saddam Hussein.

En tant qu'occupant et en tant que partenaire de loin le plus fort Israël pouvait donc dicter à sa guise le rythme, l'esprit et le résultat du processus interminable entamé à

Oslo. En absence de tout arbitrage international le gouvernement israélien pouvait violer en toute impunité le processus d'Oslo. Il était aidé en cela par le fait que la Déclaration des principes d'Oslo est on ne peut plus vague. Ainsi le terme d'occupation en est totalement absent, elle n'est ni reconnue ni le mot admis, pas plus que ne sont mentionnées les implantations illégales. Les accords d'Oslo n'étaient qu'un cadre vide à la merci de n'importe quel incident mineur qui servirait de prétexte à suspendre leur application, tout en retardant indéfiniment le transfert des territoires occupés aux Palestiniens.

L'objectif affiché d'une paix juste, durable et globale s'est

transformé en une série d'accords injustes, temporaires et partiels qui ont entraîné l'insatisfaction et la frustration chez les Palestiniens. En effet, Israël n'était jamais prêt à une décolonisation mettant fin à son contrôle militaire des territoires occupés. Le gouvernement israélien ne cessait de mettre la pression sur ses interlocuteurs palestiniens: soit ils souscrivaient aux 'lignes rouges', c'est-à-dire l'acceptation de l'annexion de la plupart des colonies, le renoncement au droit au retour et l'abandon de leurs symboles religieux et nationaux à Jérusalem, soit ils restaient sous occupation israélienne.

Au cours des négociations, les questions essentielles sur le droit à l'autodétermination furent ainsi continuellement éludées et reportées et aucune perspective à long terme ne fut évoquée. La stratégie israélienne, notamment lors des pourparlers de Camp David en 2000, consistait à acculer les Palestiniens à signer une déclaration 'sur la fin du

conflit', sans leur offrir de véritable contrepartie. Ainsi les Palestiniens n'auraient plus aucune base légale pour de futures réclamations sur la Cisjordanie et Gaza fondées sur les résolutions de l'ONU. En fin de compte ce qu'on a voulu décrire comme négociations, était en fait une série de diktats imposés par Israël qui a été le seul à en retirer le bénéfice, notamment au niveau de la sécurité: l'Autorité Palestinienne se trouvait relayée au rôle de maintien de l'ordre, faisant le sale travail pour Israël. En vue de réduire le coût de l'occupation, il s'agissait d'installer un régime palestinien fantoche, avec Arafat dans le rôle du policier en chef. Israël attendait de l'Autorité Palestinienne qu'elle agisse comme son agent et qu'elle assure une sorte de zone de sécurité comparable à celle que défendait l'Armée du Liban Sud, équipée et financée par Israël. Cette approche purement sécuritaire avait des effets néfastes sur les perspectives de paix: elle amenait les Israéliens à considérer la sécurité et les mesures militaires comme garantie de la paix, plutôt que l'inverse, la paix vue comme meilleure garantie de sécurité.

La politique américaine a conforté Israël dans cette approche, transformant le processus en un cessez-le-feu continu, sinon permanent, plutôt qu'en un accord de paix. De façon significative, c'était désormais la CIA qui jouait l'arbitre entre les deux parties, ce qui éclaire de manière frappante l'élimination de toute réelle perspective politique du processus de paix.

## Une politique d'Apartheid

En fin de compte Israël n'a jamais voulu reconnaître de véritable autonomie aux Palestiniens. Pour eux Oslo devait tout simplement transformer les rapports colons-colonisés d'Israël avec les Palestiniens des territoires occupés en relation de dépendance de Palestine vis-à-vis de l'Etat d'Israël. Sur le plan économique cette dépendance consistait, selon l'expression de po-

## Barrières

### Une exposition photographique de Bruno Stevens

"Tous les jours, la télévision et la presse écrite nous inondent d'images sur les tensions et les conflits au Moyen-Orient; mais à la longue, leur propos est devenu creux, dénué de sens concret.

Le risque est grand que, dans l'un et l'autre camp, les pertes soient de plus en plus souvent considérées comme de simples statistiques par les autorités, qui en feraient un outil de propagande pour attiser la violence sur le terrain et pour justifier également les politiques les plus extrémistes.

La curiosité, le besoin de "ça-voir" m'ont fait entreprendre une série de voyages du Golan à Beyrouth, de Gaza à Jérusalem, des commandos du Hezbollah aux colons militants d'Hébron.

J'ai voulu faire partager mes émotions, mes sensations à travers des images simples, le désir de montrer également l'avant et l'après, de sortir de la dictature du maintenant."

Bruno Stevens, photographe professionnel, a parcouru le Proche-Orient de février 2000 à juillet 2001.

Pour des raisons de place et d'accessibilité, son exposition est scindée en deux et montrée en partie à Wiltz et en partie à Dudelange. Les deux endroits sont facilement accessibles par train.

### Château de Wiltz / Galerie d'Art

11 - 25 octobre 2002, ouvert: lundi - samedi 10h - 17h

### Dudelange Gare-Usine / Centre de Documentation sur les Migrations Humaines

3 - 27 octobre 2002, ouvert: jeudi - dimanche 15h - 18h

Org.: Action Solidarité Tiers Monde (ASTM)

liticiens israéliens, à 'sortir Gaza de Tel-Aviv', en exploitant la main d'oeuvre palestinienne à bon marché par un système de sous-traitance, sans qu'elle ait à traverser la 'ligne verte' pour venir travailler en Israël. Un tel système ne pouvait que favoriser le développement de la corruption du côté palestinien, ce qui n'était sans doute pas pour déplaire au gouvernement israélien. Sur le plan politique, Israël s'est servi d'Oslo pour réorganiser son système colonial, selon les mêmes méthodes employées par le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud dans les années 70: créer des blocs d'implantation juive reliés par un système de routes et de couloirs de circulation construits dans les territoires occupés, donnant aux colons juifs pleine liberté de circuler, de construire et de se développer, alors que les Palestiniens se trouvaient entassés dans des 'bantoustans'. A l'instar des 'homelands' mis en place par le gouvernement blanc en Afrique du Sud, les Israéliens laissaient la population vivre dans des territoires auto-administrés, dispersés, discontinus, sous-développés et sous-approvisionnés, entourés de colonies économiquement puissantes et disposant d'une force de sécurité contrôlant toute la zone.

L'Autorité Palestinienne obtenait certes une certaine liberté dotée des signes apparents d'une souveraineté, mais sans qu'elle ait la possibilité de l'exercer. Sur ce point, il y avait entre le Likoud et les travaillistes - qu'on a faussement voulu nous vendre comme des colombes - des différences tout au plus tactiques. Sur le fond aucun des politiciens de ces deux partis n'a jamais envisagé un véritable partage de la terre avec le peuple palestinien considéré comme un égal. Une annexion pure et simple des territoires oc-

cupés en 1967 ne pouvait pas être envisagée, puisqu'elle aurait transformé les Palestiniens qui y vivaient en citoyens israéliens et aurait déclenché ce que le discours politique en Israël appelle le 'problème démographique', c'est-à-dire la peur de voir menacée la majorité juive. Deux solutions furent donc élaborées au cours des années 80. Le plan Alon des travaillistes consistait à annexer 30 à 40 % des territoires, le reste étant placé soit sous souveraineté jordanienne, soit sous une forme quelconque d'autodétermination que l'on pouvait même envisager de baptiser Etat palestinien. C'est cette solution qui fut reprise à Oslo.

Or, l'appétit venant en mangeant, - faut-il rappeler que c'est après Oslo et sous un gouvernement travailliste que le mouvement de colonisation dans les territoires occupés a pris le plus d'ampleur? - il apparaissait au cours des négociations que l'on pouvait étendre les 'zones sans Arabes' au-delà des 35 % prévus par le plan Alon. Mais l'autre pôle, représenté à la fois par les militaires, et notamment Ehud Barak, chef d'Etat-Major au moment d'Oslo, ainsi que par la droite emmenée par Sharon, ne voulait même pas entendre parler d'une telle solution. Ils ont toutefois tardé à s'opposer de façon énergique à Oslo, tablant sur ce que le processus de paix déboucherait sur l'écroulement d'Arafat et de l'OLP. L'humiliation d'Arafat, sa capitulation de plus en plus flagrante conduiraient progressivement à la perte de son soutien populaire.

L'OLP succombant à des conflits internes, la société palestinienne se trouverait sans direction politique. Pour autant ce scénario ne s'est pas réalisé. D'où l'urgence actuelle d'en finir avec Arafat et de 'terminer la guerre de 1948', en profitant d'une escalade

régionale pour procéder dans les territoires occupés à un nettoyage ethnique, un transfert massif de population tel qu'il avait déjà eu lieu lors de la création de l'Etat d'Israël.

### Du passé faisons table rase

Pour ceux qui sont attachés à l'idée de paix entre Israéliens et Palestiniens, il s'agit donc, plutôt que de s'affliger de l'échec du processus d'Oslo, de regarder en avant, mais pas avant d'avoir fait le deuil d'un passé douloureux. C'est dans ce sens qu'un pas important a été franchi dans les années 80 par ceux que l'on appelle les 'nouveaux historiens' israéliens (Simha Flapan, Tom Segev, Avi Schlaïm, Ilan Pappé, Benny Morris...) qui se sont efforcés de décortiquer les mythes et le discours de propagande niant la responsabilité d'Israël dans la nakba (catastrophe) palestinienne de 1948: Ils ont montré que la fuite massive de Palestiniens n'avait pas eu lieu sur ordre et à l'initiative de la direction arabe, mais que le concept de transfert de population et de purification ethnique était une conséquence logique de l'idéologie sioniste.

En effet, l'idée de transférer les Arabes hors de l'Etat d'Israël avait accompagné le mouvement sioniste dès ses débuts, apparaissant dans sa première version dans le journal de Herzl: 'Nous essayons de transférer discrètement la population pauvre en dehors des frontières en lui procurant du travail dans des pays d'accueil, écrivait Herzl en juin 1895, et sur notre terre nous les empêchons de travailler.' Le sionisme n'est au fond, comme le montre Zeev Sternhell, historien spécialiste de l'extrême-droite, dans 'The Founding Myths of Israel' 'qu'une variante classique de ce nationalisme fermé apparu en Europe au tournant



du siècle... Il n'éprouve aucune difficulté à refuser à autrui les mêmes droits élémentaires qu'avec une tranquillité d'esprit absolue, il exige pour lui-même.' Il n'est donc pas étonnant que le travail des nouveaux historiens se heurte à de très fortes résistances en Israël.

N'est-il pas significatif qu'un des premiers actes du gouvernement Sharon fut de supprimer de la liste des manuels scolaires le livre d'Eyal Nave qui avait été le premier à tenir compte des thèses des 'nouveaux historiens': Celui qui contrôle le passé, contrôle aussi le présent. L'histoire d'Israël et du sionisme est en large partie une histoire de négation de l'existence d'un peuple palestinien (faut-il ici rappeler le fameux mot d'ordre: une terre sans peuple pour un peuple sans terre?), accompagnée d'une perception de soi-même comme victime éternelle qui se refuse à reconnaître sa supériorité militaire et économique. Cette paranoïa a été renforcée et légitimée par une instrumentalisation systématique de l'holocauste.

Comme l'a montré Norman Finkelstein dans son enquête sur 'l'industrie de l'holocauste', le dogme central de ce discours sur l'holocauste, à savoir la haine ancestrale et permanente des juifs par les non-juifs, a été utilisé d'une part pour légitimer la nécessité d'un Etat juif et, d'autre part, pour servir d'explication unique de l'hostilité à laquelle cet Etat a dû faire face. Israël est alors présenté comme seul rempart efficace contre la prochaine explosion d'un antisémitisme meurtrier, conçu comme inévitable. D'un autre côté, cet antisémitisme meurtrier se cache derrière toute attaque contre et toute manoeuvre d'autodéfense à l'égard de l'Etat juif. Ainsi toute critique vis-à-vis d'Israël est tuée dans l'oeuf par cet

argument-massue: "Le monde veut exterminer les juifs... Il a toujours eu le dessein d'exterminer les juifs." (Cynthia Ozick, romancière américaine citée par Finkelstein). Ce dogme a donc délivré un seing-blanc commode à Israël: Comme les non-juifs sont constamment portés à persécuter et à assassiner les juifs, ceux-ci ont un droit absolu à se défendre, comme bon ils l'entendent. Ainsi l'impasse actuelle est-elle autant due à un blocage psychologique que militaire ou politique.

Depuis la création de l'Etat d'Israël son histoire est marquée par un refoulement collectif, un effort constant de nier le mal fait, jusqu'à faire disparaître toute trace des villages palestiniens dont on a chassé les habitants par une 'bulldozation' systématique. Or Oslo a de façon malencontreuse conforté les Israéliens dans ce refus de confronter leur passé. Les leaders palestiniens en essayant d'accommoder leurs interlocuteurs israéliens et américains ont accepté de tirer un trait sur le passé. Or, on ne peut impunément faire table rase de ce passé: Comme l'a justement souligné Edward W. Said, le processus de paix n'a fait que rappeler de façon cruelle au peuple palestinien combien leur histoire en tant que peuple autochtone de Palestine évincé de façon délibérée de sa patrie, a été mal représentée, ignorée et violée, et ceci de la part d'un peuple qui, à propos de l'holocauste, a appris au monde entier l'importance de ne pas oublier le passé. Et c'est de cette humiliation délibérée qu'est née en large partie la seconde Intifida et la vague de terrorisme actuelle.

Il est significatif et réconfortant à la fois que le soi-disant processus de paix se soit buté au cours des négociations de Camp David à la question du droit au retour

des réfugiés palestiniens. Les Israéliens ont voulu y voir une menace pour l'existence de leur Etat, mais ce qui était en cause était surtout une reconnaissance symbolique de ce droit, la volonté de prendre en compte cette douleur du déracinement décrite de façon si émouvante par la journaliste israélienne Amira Hass: 'Comment oublier le terrible anéantissement subi par la communauté arabe palestinienne? Comment ne pas voir la douleur des habitants de Cisjordanie et de Gaza réfugiés sur leurs propres terres, vivant parfois à 20 kilomètres de leurs maisons détruites, voilà une expérience psychique plus douloureuse que l'exil.' Or, aussi longtemps que les Israéliens rechigneront à entreprendre ce difficile travail de mémoire et à confronter le péché originel qui a présidé à la fondation de leur Etat, on risque d'assister à une répétition du scénario de 1948: on ne peut pas construire la paix sur le mensonge.

Ally Leytem

#### Ouvrages consultés:

Marvan Bishara, *Palestine/Israël: la paix ou l'apartheid*, La Découverte, Paris 2001

Amira Hass, *Boire la mer à Gaza: chronique 1993-1996*, La fabrique, Paris 2001

Tanya Reinhardt, *Détruire la Palestine ou comment terminer la guerre de 1948*, La fabrique, Paris 2002

Edward W. Said, *The End of the Peace Process*, Granta Books, London 2002

Dominique Vidal, *Le péché originel d'Israël, L'expulsion des Palestiniens revisitée par les 'nouveaux historiens' israéliens*, Les Editions de l'Atelier, Paris 2002

